

Élections législatives du 11 juin 2017 - 4^e circonscription des Hauts-de-Seine

Nous sommes candidats du POID aux élections législatives

À Nanterre et à Suresnes, nous nous battons pour le maintien des centres de PMI et contre la fermeture des bureaux de poste !

Maintien des bureaux de poste, retour au monopole !

Nous n'en pouvons plus de cette politique d'austérité, de chômage, de licenciement, de précarité pour les jeunes, de fermeture de services et d'hôpitaux entiers.

À Nanterre, nous avons mené campagne contre le démantèlement, service par service, de l'hôpital Max Fourestier. La fermeture de la chirurgie conventionnelle en juillet 2016, après le transfert à Colombes, en 2015, des services de pneumologie et de réanimation, et la mise sous tutelle du groupement hospitalier de territoire (institué par la loi Touraine), menace l'hôpital de fermeture pure et simple. Et cela, à très court terme ! Nous réaffirmons ce que nous avons toujours dit : il ne peut y avoir de « modernisation » de l'hôpital sans le maintien à Nanterre de tous les services et de toutes les spécialités.

À Nanterre et à Suresnes, des centaines d'habitants ont pris position avec nous contre la fermeture des bureaux de poste. Le bureau de la cité Berthelot à Nanterre est en cours de fermeture, privant des centaines de mères de famille et d'habitants de ce service public.

Nous voulons le maintien du bureau du Chemin de l'Isle qui doit fermer courant 2017 comme dix autres bureaux dans le département !

Il y a urgence. À Nanterre, un « point poste » vient d'être installé à l'Intermarché !

Patrick Jarry (Front de gauche), maire de Nanterre, se prononce pour « la consultation systématique des élus locaux sur l'évolution de l'ancrage postal territorial. » C'est précisément ce qui se passe au sein de la Commission départementale de présence postale territoriale, où les décisions prises consistent à savoir comment déshabiller Pierre pour habiller Paul. La seule exigence qui vaille, c'est :

• Maintien de tous les bureaux de poste, aucune agence postale, réouverture de tous bureaux de poste fermés ou transformés en agences postales !

Ces mesures font partie d'un plan national de fermeture de 3 000 bureaux de poste. Cela, parce que l'Union européenne exige la destruction du monopole public postal dans toute l'Europe, comme elle l'exige pour l'électricité et le gaz. C'est la même politique qui conduit à la mise en place de force des compteurs Linky à la place des compteurs EDF. Nous avons été alertés par des habitants.

Cette installation en cours à Nanterre va se solder par la suppression de milliers de postes d'agents (EDF et ERDF) chargés des relevés de compteurs et par une hausse considérable des factures pour les habitants.

• Les communes sont propriétaires des compteurs. Le maire et les élus peuvent donc s'opposer à la mise en place des compteurs Linky !

• Travailleurs et jeunes de Nanterre et de Suresnes, vous voulez garder vos bureaux de poste. Vous refusez les compteurs Linky, synonymes de privatisation.

• Militants du POID, nous nous prononçons pour le retour au monopole public postal, pour le retour au monopole public d'EDF-GDF.

Nous vous proposons de construire ensemble un parti ouvrier. Prenez contact avec nous !

Comité de Nanterre : nanterrepoide@gmail.com



Antoine Brunet
Candidat

Laurence Lafond
Suppléante

Maintien des 64 centres de PMI du département !

Les 64 centres de protection maternelle et infantile (PMI) du département sont menacés. Le conseil départemental des Hauts-de-Seine veut déconventionner les PMI, c'est-à-dire arrêter leur financement.

Dans toutes les communes du département, il s'agirait de regrouper toutes les structures de santé dans un seul centre !

Aux 64 PMI, se substitueraient une trentaine de « pôles » de santé ! Cette politique de fermeture est générale. Les conseils départementaux de droite comme de « gauche » la mettent en œuvre

– Ainsi, dans le département voisin des Yvelines (qui dans le cadre du Grand Paris doit fusionner avec les Hauts-de-Seine), 33 centres de PMI sur 55 ont déjà fermé.

Les enfants, les familles sont les premières victimes de cette politique d'austérité.

Pour les mamans qui viennent pendant que leurs autres enfants sont à l'école, comment faire si les permanences des PMI sont de plus en plus éloignées ?

Vu les candidats

PARTI OUVRIER
INDÉPENDANT DÉMOCRATIQUE

POUR LE SOCIALISME,
LA RÉPUBLIQUE ET LA DÉMOCRATIE
POUR L'INTERNATIONALE
OUVRIÈRE

Que propose le Parti ouvrier indépendant démocratique ?

» **Au gouvernement Macron, gouvernement capitaliste** qui veut liquider la Sécurité sociale, le Code du travail et la retraite par répartition, nous opposons le combat pour un gouvernement ouvrier, qui, rompant avec la V^e République et l'Union européenne :

- bloquera les licenciements ;
- rétablira la Sécurité sociale de 1945 fondée sur la solidarité ouvrière ;
- renationalisera les entreprises publiques privatisées ;
- rouvrira les services d'hôpitaux, les bureaux de poste et tous les services publics fermés ;
- permettra à tous les jeunes, à tous les travailleurs d'obtenir un vrai travail, un vrai salaire ;
- abrogera les contre-réformes El Khomri, Touraine, NOTRe, etc.

» **À la V^e République, régime antidémocratique** avec son état d'urgence, son 49-3, ses ordonnances, **nous opposons la nécessité de convoquer l'Assemblée constituante** souveraine de députés élus, mandatés, révocables qui établira une authentique République démocratique dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu.

» **À l'Union européenne**, machine à tout détruire au service des banquiers et des spéculateurs, **nous opposons la nécessité d'abroger les traités**, de jeter les bases d'une véritable union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe, se débarrassant du fardeau de la dette imposée par la classe capitaliste (qui n'est pas celle des peuples), des directives et des traités.

» **À la volonté du gouvernement Macron** d'intégrer les organisations syndicales à ses plans destructeurs, **nous opposons la défense de l'indépendance** des organisations syndicales.

» **À la politique de guerre**, d'ingérence et d'interventions militaires – dans le cadre des « coalitions » dirigées par Trump, ou de l'ONU ou de l'OTAN – **nous opposons la nécessité du retrait immédiat des troupes françaises** de tous les pays où elles interviennent et l'affectation du budget de la guerre aux services publics (c'est pourquoi nous sommes partie prenante, avec des organisations ouvrières de 47 pays, du *Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière-COI*).

» **À la coalition des exploiters**, des patrons et des gouvernants à leur service, **nous opposons l'urgence de forger le front commun des travailleurs et de leurs organisations** sur la base des revendications ouvrières, unis dans la mobilisation de classe pour faire reculer le gouvernement.

» **À tous les discours sur « le bien commun » et « l'intérêt général »**, **nous opposons la lutte de classe**, car la lutte de classe, c'est la démocratie, le droit imprescriptible pour les exploités, les opprimés de s'organiser par eux-mêmes, avec leurs propres organisations sur leur propre terrain, pour défendre leurs droits et leurs garanties.

» **À tous ceux qui vous disent : il n'y a plus besoin de partis ni de syndicats**, il suffit qu'il y ait des « mouvements » représentant toute la société, **nous opposons la nécessité pour les travailleurs de disposer d'outils pour se défendre, d'organisations de classe.**

Voilà pourquoi, pour le gouvernement ouvrier, pour la démocratie, pour la République, pour le socialisme, nous sommes engagés dans la construction d'un parti ouvrier.

Rejoignez-nous !

**PARTI
OUVRIER
INDÉPENDANT
DÉMOCRATIQUE**

34, rue Villiers-de-L'Isle-Adam - 75020 Paris
poidemocratique@orange.fr